

8 février 2026



Heidi Lalonde

Objectifs de Développement durable : un déficit à cinq ans de l'agenda 2030

L'année 2025 marque le 10^e anniversaire du Sommet des Nations Unies sur le développement durable. Se déroulant du 25 au 27 septembre 2015, à New York, il a accueilli plus de 150 dirigeants. Après trois jours, le programme *Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030* a été adopté. Au total, 17 objectifs concernant le développement durable (ODD) ont été mis en place dans le but d'être réalisés d'ici 2030. Combattre la faim et la pauvreté, promouvoir la bonne santé, l'éducation et l'égalité des sexes en sont des exemples. Quel bilan de ces cibles peut-on faire une décennie plus tard¹?



Les 17 objectifs de développement durable, Unicef²

Un déficit pour le développement durable

À cinq ans de la date limite de l'accomplissement des objectifs, l'ONU constate qu'on est loin des résultats souhaités. En effet, selon le rapport du secrétariat général produit en 2024, *la sécurité dont nous avons besoin: rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique*, seulement 35% des objectifs de développement durable seraient en voie d'être accomplis d'ici 2030³. « La dure réalité est que la réalisation des objectifs de développement durable est terriblement en retard, aggravée par un déficit de financement annuel estimé à 4.000 milliards USD (Guterres, 2025). » C'est ce que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé

quelques jours avant la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est déroulée à Séville du 30 juin au 3 juillet 2025⁴. Ce financement provient des États membres de l'ONU, de certains organismes du secteur privé ainsi que des partenaires multilatéraux, tels que les banques de développement.

Les États-Unis sont le pays qui contribue le plus au financement de l'aide humanitaire. La fermeture officielle d'USAID, en 2025, pourrait entraîner la mort de 14 millions de personnes supplémentaires d'ici 2030. La famine et la santé sont deux catégories vers lesquelles le financement d'USAID était destiné. Ce programme fonctionnait principalement en finançant des organismes d'aide humanitaire, comme des ONG nationales et internationales. La fermeture de ce programme a mené d'autres pays à, également, réduire leur budget pour l'aide internationale. C'est le cas de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne⁵. En effet, l'Agence française de développement (AFD) a perdu 50 % de son financement en 2025. Son directeur, M. Rémi Rioux précise que 60 milliards d'euros provenant du financement de l'aide publique au développement ont été perdus en 2025, en raison des coupes budgétaires des États-Unis. La pauvreté et la lutte contre les inégalités sont les principales catégories que l'AFD finance⁶. Le gouvernement britannique a, aussi, réduit le financement de l'aide internationale, passant de 0,5 % à 0,3 % du revenu national⁷. Du côté canadien, le budget fédéral présenté le 4 novembre 2025 a prévu une réduction de 2,7 milliards de dollars de l'enveloppe consacrée à l'aide internationale⁸.

Bien que ces coupes budgétaires résultent de plusieurs facteurs, l'incertitude géopolitique et économique constitue l'une des causes majeures de ce déficit budgétaire, selon le secrétaire général António Guterres⁹.

L'incertitude : la raison derrière le déficit?

L'incertitude géopolitique a donné une raison aux pays d'augmenter les dépenses militaires. En effet, les tensions dans plusieurs régions du monde, telles que la guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient ont fait de la sécurité une priorité au détriment des objectifs de développement durable. Lors du sommet biennal pour une économie mondiale durable, inclusive et résiliente, qui a eu lieu le 24 septembre dernier, à New York, la présidente de l'assemblée générale, Annalena Baerbock explique : « Nous avons déjà dépensé un tel montant, non pas pour des écoles, des hôpitaux, des médicaments ou de l'énergie, mais pour la défense [...] Ce n'est pas une question

d'argent, c'est une question de priorité.¹⁰ ». Selon le rapport produit par le secrétariat de l'ONU en 2025, la sécurité dont nous avons besoin: rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique, l'augmentation des dépenses militaires contribuerait au manque de financement des États pour le développement durable. En effet, en 2024, 2 700 milliards USD ont été dépensés, à l'échelle mondiale, pour le secteur militaire. Ce rapport démontre que chaque objectif est affecté par le financement des dépenses pour l'armée. Par exemple, 1 % d'augmentation du financement militaire correspond à 0,96 % de réduction du financement lié à la santé¹¹.

Le Royaume-Uni est un exemple concret de pays ayant accru leurs dépenses militaires au détriment de l'aide internationale. Sous la pression exercée par les États-Unis pour porter les dépenses de défense à 2,5 %, le gouvernement britannique a réduit la part du revenu national consacrée à l'aide internationale, de 0,5 % à 0,3 %. « La sécurité nationale de nos pays devrait toujours venir en premier. ». C'est ce qu'explique le premier ministre britannique Keir Starmer¹².

Le Canada ne fait pas exception à cette tendance. Lors de la présentation du budget, le 4 novembre 2025, une réduction de 2,7 milliards de dollars du financement de l'aide internationale sur quatre ans a été annoncée. La part du PIB qui y est consacrée passera ainsi de 0,31 % à 0,24 %¹³. Parallèlement, le gouvernement canadien a choisi d'augmenter de manière significative les dépenses consacrées à la défense. Ainsi, 3,5 % du PIB seront alloués aux besoins militaires, ainsi qu'un investissement additionnel de 1,5 % du PIB lié à la défense¹⁴. Cette hausse marque une rupture avec le budget de 2024, qui prévoyait d'atteindre 1,76 % du PIB consacré à la défense d'ici 2029-2030¹⁵. Cette augmentation s'explique par la volonté du Canada d'atteindre l'objectif de l'OTAN, de consacrer 2 % du PIB à la défense, ainsi que d'arriver à un seuil de 5 % d'ici 2035¹⁶.

L'incertitude économique serait une autre raison de l'abandon du financement des ODD. Selon ce même rapport, la sécurité dont nous avons besoin : rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique, la guerre commerciale constitue l'une des causes de cette situation. Celle-ci entraîne une baisse du PIB mondial, affectant particulièrement les pays les plus dépendants du commerce¹⁷. C'est ce qu'a expliqué Bob Rae, le président du conseil économique et social des Nations unies depuis 2024 et l'ancien ambassadeur canadien, jusqu'en 2025, lors du forum de l'ECOSOC en avril dernier. Selon M. Rae, le ralentissement de la croissance économique mondiale met un frein au financement provenant de différents bailleurs de fonds. En effet, selon la Banque

mondiale, la croissance économique mondiale serait à son plus bas depuis 1960. L'incertitude a également contribué à l'augmentation de la dette publique. Selon le sous-secrétaire général de l'ONU, 68 pays connaîtraient un risque de surendettement¹⁸. Selon le rapport, la sécurité dont nous avons besoin: rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique, cette situation toucherait particulièrement les pays en développement. La dette de ces pays passerait de 70% de leur PIB en 2024 à 82% de leur PIB en 2030¹⁹. Cette incertitude oblige les états à faire un choix. « Beaucoup de pays doivent ainsi choisir entre défaut de développement ou défaut de paiement (Hanif, 2025) ». C'est ce qu'explique Navid Hanif le sous-secrétaire général de l'ONU²⁰.

La coopération : la clé pour atteindre les objectifs de développement durable

Le déficit du financement de la dette a récemment fait l'objet de discussions lors d'une conférence et d'un sommet. En effet, la quatrième conférence sur le financement et le développement a eu lieu du 30 juin au 3 juillet 2025 à Séville. Durant cette conférence, les engagements de Séville ont été adoptés et ils garantissaient notamment une réforme de l'architecture financière internationale. De nouvelles sources de financement, un respect des engagements financiers, mobiliser les moyens financiers privés et accélérer le traitement de la dette sont des objectifs de cette réforme. Justement, ce sujet a également été abordé lors du sommet biennal pour une économie mondiale durable, inclusive et résiliente qui a eu lieu à New York, le 24 septembre 2025²¹.

Ces conférences démontrent l'importance d'une coopération des acteurs internationaux pour répondre rapidement au déficit budgétaire, de plusieurs pays, qui paralyse l'atteinte des objectifs de développement durable. À cinq ans de l'échéance 2030, des mesures concrètes doivent être mises en place pour réduire le financement des ODD en réorientant les dépenses de manière plus équitable²².



La quatrième conférence de Séville sur le financement et le développement, Agenda 2030.fr²³

Liens externes :

- 1- <https://docs.un.org/fr/A/RES/70/1>
- 2- <https://www.unicef.ca/fr/les-objectifs-mondiaux-pour-le-d%C3%A9veloppement-durable>
- 3- https://front.un-arm.org/Milex-SDG-Study/SG_Report_TheSecurityWeNeed.pdf
- 4- <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155081>
- 5- <https://www.bbc.com/news/articles/clyezjwnx5ko>
- 6- <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-aide-publique-au-developpement-reduite-de-60-milliards-d-euros-dans-le-monde-en-2025-selon-l-afd-20250625?msocid=10d699e91caf6ec028978c441d946f19>
- 7- <https://internationalbanker.com/news/why-massive-cuts-in-funding-for-international-aid-will-prove-devastating-for-the-developing-world/>
- 8- <https://cooperation.ca/fr/les-coupes-dans-laide-au-developpement-nous-affectent-tous%C2%B7tes-et-menacent-la-securite-mondiale/>
- 9- <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155081>
- 10- <https://news.un.org/fr/story/2025/09/1157550>
- 11- https://front.un-arm.org/Milex-SDG-Study/SG_Report_TheSecurityWeNeed.pdf
- 12- <https://internationalbanker.com/news/why-massive-cuts-in-funding-for-international-aid-will-prove-devastating-for-the-developing-world/>
- 13- <https://cooperation.ca/fr/les-coupes-dans-laide-au-developpement-nous-affectent-tous%C2%B7tes-et-menacent-la-securite-mondiale/>
- 14- <https://www.budget.canada.ca/2025/report-rapport/chap4-fr.html#wb-cont>
- 15- <https://budget.canada.ca/2024/report-rapport/budget-de-2024.pdf>
- 16- <https://www.budget.canada.ca/2025/report-rapport/chap4-fr.html#wb-cont>
- 17- https://front.un-arm.org/Milex-SDG-Study/SG_Report_TheSecurityWeNeed.pdf
- 18- <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155081>
- 19- https://front.un-arm.org/Milex-SDG-Study/SG_Report_TheSecurityWeNeed.pdf
- 20- <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155081>
- 21- https://financing.desa.un.org/sites/default/files/2025-08/FFD4%20Outcome%20Booklet%20v4_EN%20-%20spread.pdf
- 22- <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155081>
- 23- <https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/actualites-a-la-une/article/seville-2025-repenser-le-financement-du-developpement>